



Ziglobitha,
Revue des Arts, Linguistique,
Littérature & Civilisations

Université Peleforo Gon Coulibaly - Korhogo

Gestion éco-verte des déchets : opportunité d'assurance qualité et d'autofinancement durable pour une bonne gouvernance de l'environnement professionnel (étude de cas)

ONEMA OMAKINDA André*,
Université de Kinshasa, RDC
andreonema6@gmail.com

KAFINGA LUZOLO Emery
ISTM/KIN

MBASANI MANSI Joseph
ISTM/KIN

BOPE KWETE Barthelemy
ISTM/KIN

PEMBI PEMBI Francy
ISTM/KIN

MOSIBONO EYUL'ANKI Dieudonné
Université de Kinshasa, RDC

Résumé : La gestion de l'environnement, particulièrement celle de déchets pose des épineux problèmes non seulement d'organisation mais aussi et surtout de financement. Les institutions d'enseignement supérieur et universitaire ne sont pas épargnées de ces contraintes, transformables en opportunité par la pratique de l'économie verte. Pour Patricia Crifo, Renaud Crassous-Doerfler, Manuel Flam (2010) [1], le concept d'économie verte peut apparaître a priori comme flou, au périmètre mal défini. Il se décline en fait selon une double dimension: une dimension réglementaire d'une part, plutôt négative car elle met en exergue la contrainte environnementale et les risques qu'elle peut faire peser sur l'activité économique et la croissance; une dimension économique d'autre part, mettant en avant les opportunités de profit et d'investissement des nouvelles éco-activités. Le terme même de croissance verte suggère une réponse claire: la contrainte devient opportunité. Pour [PNUE (2010)[2], l'Économie verte est celle qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. Ainsi, après nos investigations, les déchets générés par L'ISTM-KIN. Peuvent produire plus de 90 000 \$, soit nonante milles dollars américains lorsque la volonté politique de l'institution est engagée de manière significative en exploitant ses capacités institutionnelles intrinsèques ses différents services et son personnel hautement qualifié. Convient-il de souligner que les dépenses réelles que l'ISTM /KINSHASA engage chaque année (2017-2018) s'élève à plus de 50 000 \$ pour la lutte antiérosive et la gestion classique des déchets selon la délégation syndicale ;

Mots-clés : économie verte, bonne gouvernance environnementale, équité sociale, gestion éco - verte des déchets, biodégradable, la gestion du déchet , développement durable, logistique à rebours, logistique verte, déchet, traitement, expertise, terrain.

Abstract : For Patricia Crifo and Renaud Crassous-Doerfler, Manuel Flam (2010), the concept of a green economy may appear a priori as unclear, with a poorly defined perimeter. It is in fact a twofold dimension: a regulatory dimension on the one hand, rather negative because it highlights the environmental constraint and the risks it may pose to economic activity and growth; an economic dimension on the other hand, highlighting the opportunities for profit and investment of new eco-activities. The very term green growth suggests a clear answer: the constraint becomes opportunity. For [UNEP (2010), the Green Economy is one that improves human well-being and social equity, while significantly reducing environmental risks and resource scarcity. waste generated by ISTM-KIN. Can produce more than \$ 90,000, or ninety thousand US dollars when the political will of the institution is engaged significantly by exploiting its intrinsic institutional capacities its various services and its highly qualified personnel. Is it worth highlighting that the actual expenditures that ISTM / KINSHASA commits each year (2017-2018) amount to more than \$ 50,000 for erosion control and traditional waste management according to the trade union delegation reacting to the imposition of the 920Fc rate for 1 \$ against the official rate of 1650Fc the 1 \$ allusion to the real expenses that must support our institution. This scientific article presents clearly and schematically the constraints transformed into opportunities, which exploited can produce new activities, such as the creation of new services with a view to strengthening the internal budgetary capacities for a sustainable and qualitative management of the environment, Quality assurance requires.

Keywords : green economy, good environmental governance, social equity, eco - waste management, biodegradable. Sustainable development, reverse logistics, green logistic, collect, process, firm.

Introduction

La notion « d'économie verte » a rompu ses amarres avec l'univers des spécialistes en économie de l'environnement et rejoint le flux général du discours politique. Les déclarations des chefs d'État et des ministres des Finances, les communiqués du G20 et les acteurs du développement durable et de l'éradication de la pauvreté y font de plus en plus allusion [1,2].

L'intérêt récent pour ce concept a sans nul doute été encouragé par la déception généralisée à l'égard du paradigme économique dominant, le sentiment de lassitude né de la multitude de crises simultanées et les dysfonctionnements du marché qui ont marqué la première décennie du nouveau millénaire, en particulier la crise économique et financière de 2008.

Près de 20 ans après le Sommet de la Terre, les nations ont repris le chemin de Rio, mais dans un monde très différent de celui de 1992^[2,2]. À l'époque, nous prenions toute juste conscience des défis émergents à l'échelle planétaire, du changement climatique à la disparition d'espèces en passant par la désertification et la dégradation des sols.

Aujourd'hui, un grand nombre de ces préoccupations qui semblaient si lointaines se concrétisent avec non seulement des incidences pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU mais aussi en posant des menaces sur l'opportunité même pour près de sept milliards de personnes (neuf milliards en 2050) de vivre, pour ne pas dire survivre ^[1,2].

Rio 1992 n'a pas failli, loin de là. Il a donné au monde la vision d'un avenir durable et mis en place les pièces de la machine multilatérale importantes pour sa réalisation.

Mais parallèlement l'existence d'une alternative, d'un nouveau paradigme économique où la richesse matérielle ne s'accompagnerait pas inévitablement d'une augmentation des risques environnementaux, de la pénurie de ressources et de disparités sociales, se manifestait avec une insistance croissante ^[4].

La gouvernance environnementale du cadre de vie professionnel est devenue une préoccupation non seulement des gouvernements mais aussi et surtout des institutions publiques comme l'ISTM/KIN.

Le cout financier onéreux que cause cette gestion, pose des interrogations sur les dividendes conséquences de cette activité pourtant régulière

Cette situation oblige les têtes pensantes de s'intéresser à cette situation particulière en faveur de l'entreprise concernée dont l'ISTM/KIN

Le PNUE (2010), l'économie verte des déchets particulièrement, est une Économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources » ^[2,3]

Cet article rentre dans la logique de cette organisation internationale et propose une gestion éco - verte des déchets : opportunité moderne d'autofinancement durable pour une bonne gouvernance de l'environnement professionnel

Notre préoccupation principale est de savoir comment soutenir de manière durable la bonne gouvernance environnementale du cadre de vie de l'ISTM/KIN par une gestion saine et soutenable ?

De prime à bord, la gestion éco verte nous semble bien appropriée pour des raisons bien évidentes.

Sur ce, nous avons jugés opportun de répertorier les déchets générés par l'ISTM/KIN dans l'optique de transformer les contraintes en opportunité ; sans oublier d'apprécier les capacités institutionnelles intrinsèques (parties prenantes) capables de soutenir cette vision scientifique moderne, gestion participative, intégrale et intégrée oblige.

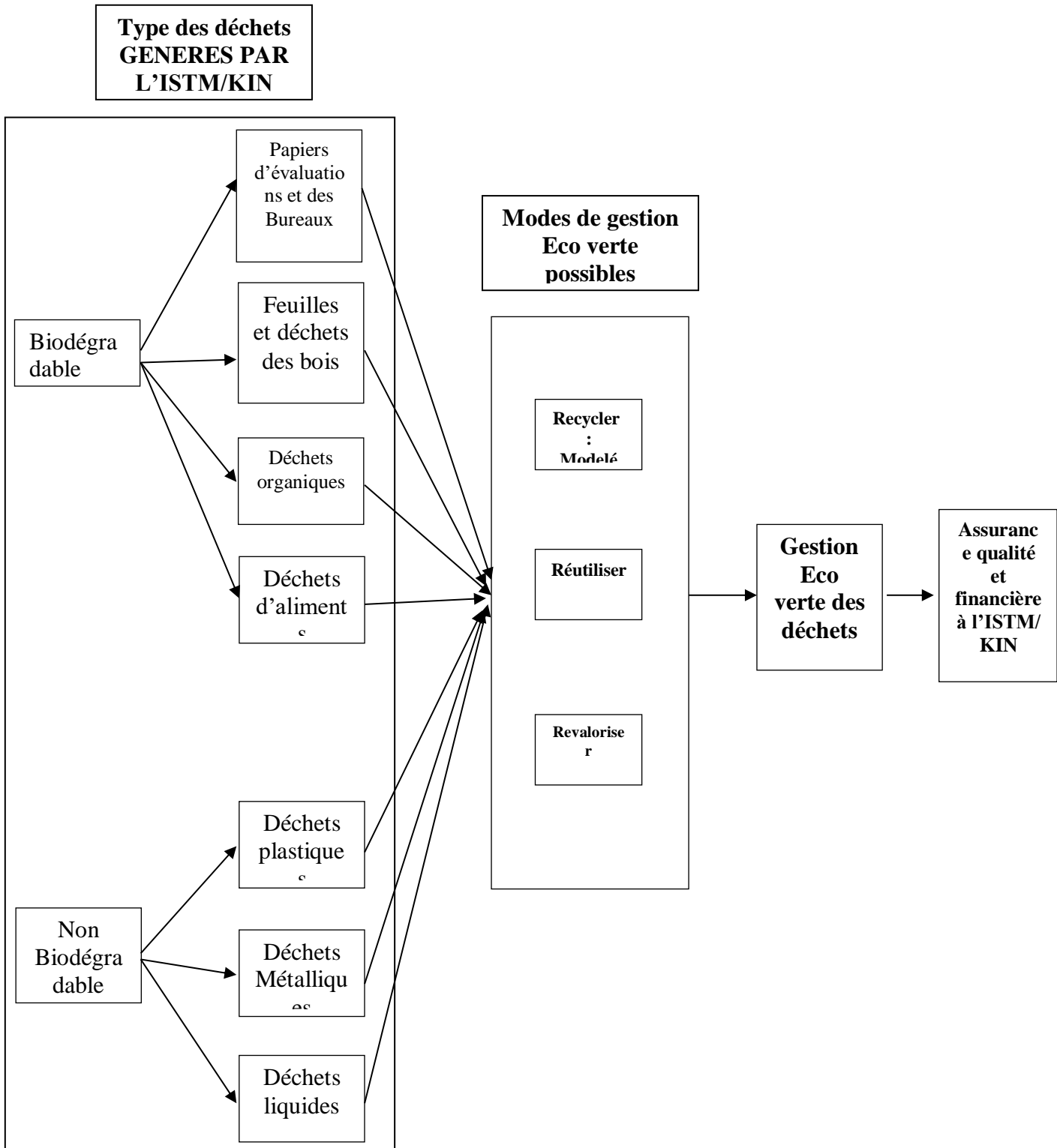
Pour y parvenir, nous avons optés une approche expérimentale étoffée par l'analyse documentaire et l'entrevue.

Comme on peut le constater, cette étude rencontre les domaines de l'environnement, de la santé publique, de l'économie et de gestion

Après la clarification des concepts de base, nous avons présenté un cadre conceptuel qui précise la vision d'une gestion éco verte des déchets qui transforme les contraintes en opportunités pour un renforcement budgétaire soutenable à long terme.

Logiquement nous avons présentés les résultats de notre étude suivi d'une discussion et d'une

2. Cadre conceptuel : de la pratique de la gestion Eco verte es déchets pour une assurance qualité de notre vie



3. Résultats

3.1. *Matériel et Approche Méthodologique*

Dans la pratique cette enquête a ciblé tous les services /structures impliqués dans la gestion des déchets générés par l'ISTM/KIN. Cette étude est menée dans une approche qualitative basée sur la méthode d'analyse structuro-fonctionnaliste de Talcot. Cette article est mené sur base d'un questionnaire d'enquête dans une approche qualitative basée sur la méthode structuro-fonctionnaliste de Talcot. Ce courant méthodologique ne s'attache pas à l'analyse intrinsèque et séparée d'éléments culturels ou sociaux, mais prend comme point de départ, la société globale. Comment une société peut-elle se maintenir et subsister (même en cas de COVID -19) malgré la circulation incomplète de ses membres pour chaque nouvelle génération ? En principe, la société persiste car elle se dote des moyens, ce sont les structures sociales qui lui permettent de répondre aux besoins de ses membres (les travailleurs) ainsi qu'à ses propres besoins. Les structuro-fonctionnalistes considèrent qu'il s'agit des "pré-réquisits" de toute vie sociale organisée, et sont au nombre de neuf à savoir : 1. Toute société doit trouver des modalités d'équilibre entre son environnement physique et social et la survie de ses membres. Elle doit en d'autres termes trouver des ressources pour assurer sa survie. 2. Toute société doit trouver des modalités de différenciation et d'attribution des rôles. 3. Des modes de communication doivent être institués entre ses membres et les diverses parties qui la composent. 4. Toute société doit avoir des orientations cognitives communes. 5. Il faut un ensemble commun et articulé de buts, d'objectifs ; 6. Il faut une certaine régulation des expressions affectives. 7. La socialisation de ses membres doit être assurée ; 8. Les modes de contrôle des phénomènes de déviance doivent être institués ; 9. Il faut, enfin, un niveau d'institutionnalisation suffisant.

Talcott Parsons propose une classification des impératifs de toute société ayant une portée plus générale encore dénommée "AGIL" qui s'articule de manière ci-après :

- Adaptation (A): Toute société doit équilibrer ses ressources pour assurer sa survie, elle doit entretenir des relations avec son environnement, y prélever ce dont elle a besoin et mobiliser ces ressources en une de ses buts.
- Goal-Attainment (G) : cela veut dire la poursuite des objectifs et se donner les moyens de les réaliser, elle doit être animée par des valeurs communes (des lois et des règlements).

- Intégration (I) : les différentes parties, les différents intérêts qui composent une société possède une dimension stabilisatrice qui la protège contre les changements brusques, établit, contrôle et veille à maintenir l'harmonie et la solidarité nécessaire à son fonctionnement.
- Latent pattern Maintenance and tension Management (L) : ceci est relatif à l'entretien des modèles des normes et à la gestion des tensions.

La société (entreprise) doit assurer la cohérence de son système de valeur et entretenir la motivation et les engagements des acteurs. Cet impératif fonctionnel est dit "latent" parce qu'il est décrit comme le "réservoir" le lieu où s'accumulent les engagements potentiellement requis par la société. Au plan de la société globale, des structures sociales (les moyens) répondent de manière privilégiée à ces impératifs.

Ces structures sociales définissent des sous-systèmes que voici :

Le sous-système "économie" qui répondra de manière privilégiée à l'impératif A.

Le sous-système "Politique" à l'impératif G.

Le sous-système "justice" à l'impératif I.

Les sous-systèmes "famille" et "enseignement" répondront à l'impératif L.

Le sous-système environnement qui répondra à la gestion globale de la société

Il est à souligner que chacun de ces sous-systèmes présente les mêmes impératifs de survie en tant que système : chacun doit assurer les pré-requis AGIL. Par-là, chaque système est ainsi obligatoirement relié aux autres sous-systèmes (services ayant en charge le management de risques et la promotion de la santé au travail) assumant ces impératifs de manière privilégiée, au niveau de la société globale qualifiée de groupes majeurs (éducatif, familial, économique, politique, religieux, récréatif).

Pour analyser les sous-systèmes qui concourent au management des risques professionnels pour la promotion de la santé au travail, nous recourons aux pré-requis de Talcott Parsons.

Tableau N° 1. Déchets générés par L'ISTM-KIN.

N°	Type des déchets générés par L'ISTM-KIN.	Qté /annuelle	P.U \$	P.T \$
1	Biodégradables			
	Papiers d'évaluations/ examen, Travaux Pratiques et Interrogations	13.600 Kg	1\$	13600\$
	Les ustensiles de bureaux	13.600 Kg	1\$	13600\$
	Déchets organiques/ Végétaux	37400 Kg	0.3\$	11220\$
	Draft des mémoires, TFE, rapports de stage	5.100 Kg	1\$	5.100\$
	Déchets organique/ Humain/ Gaz méthane/Litre [5].	30.500 Kg	1\$	30.500\$
	Déchets d'aliments	10.950 Kg	0.5\$	5.475\$
2	Non Biodégradables			
	Déchets plastiques	6500 Kg	0.8 \$	5.200\$
	Déchets Métalliques	2050 Kg	2\$	4100\$
	Déchets liquides/ eau de pluie	5.000.000 Kg	0.002\$	10.000\$
	TOTAL		-	98.795\$

Source: nos propres investigations (2022)

Constat : le tableau montre que l'ISTM/Kinshasa produit deux types des déchets dont ceux biodégradables et non biodégradables à savoir :

1. Papiers d'évaluations/ examen, Travaux Pratiques et Interrogations
2. Les ustensiles de bureaux
3. Déchets organiques/ Végétaux
4. Draft des mémoires, Travaux de Fin d'Etudes, rapports de stage
5. Déchets organique/ Humain/ Gaz méthane/Litre
6. Déchets d'aliments
7. Déchets plastiques
8. Déchets Métalliques
9. Déchets liquides/ eaux de pluie

Le SIDOMSA vend son compost soit en vrac soit conditionné en sac. Tarifs du compost en vrac, non livré, criblé à la maille de 20 mm (minimum 200kg), départ usine de La Villedieu : 25 € la tonne, 22 € la tonne à partir de 50 tonnes, 18 € la tonne à partir de 100 tonnes [6].

Tableau N° 2. Services impliqués dans la gestion des déchets à l'ISTM/Kinshasa

N°	Services impliqués dans la gestion des déchets à l'ISTM/Kinshasa	Nature	Observations
1	Brigade hygiène & assainissement	officiel	
2	Service d'entretien & maintenance	officiel	
3	Croix rouge de l'ISTM/Kinshasa	officiel	
4	Service BOPETO	Privé	Sous contrat
5	ONGD ECOVERTE/Privé	Privé	Contrat suspendu
6	Section hygiène & assainissement	officiel	
7	Section santé communautaire	officiel	
8	Service de garde & sécurité	officiel	
9	Service du patrimoine	officiel	
10	Brigades estudiantines d'assainissement	Privé	
11	Association des vendeurs de l'ISTM-KIN.	Privée	

Source: données de la direction du personnel de l'ISTM/KIN (2022)

Constat : le tableau 2 montre que l'ISTM/Kinshasa regorge des services publics que privés ayant en charge la bonne gouvernance environnementale de son cadre de vie ; il s'agit de :

- Brigade hygiène & assainissement
- Service d'entretien & maintenance
- Croix rouge de l'ISTM/Kinshasa
- Service BOPETO
- Section hygiène & assainissement
- Section santé communautaire
- Service de garde & sécurité
- Service du patrimoine
- Association des vendeurs de l'ISTM-KIN.

Tableau N° 3. Personnel implacable dans la gestion éco verte des déchets que dispose l'ISTM/Kinshasa

N° 1	Domains de spécialisation	Effectif	Niveaux de formation
1	Environnement	+++	L2 ; Dr.
2	Chime	+++	L2 ; Dr.
3	Santé publique	++++	L2 ; Dr.
4	Santé communautaire	+++	L2 ; Dr.
5	Hygiène & assainissement	+	G3; L2 ; Dr.
6	Gestion des institutions de santé	++++	L2 ; Dr.
7	Biologie	++	L2 ; Dr.
8	Agronomie	+	L2

Source: données de la direction du personnel de l'ISTM/KIN (2022)

Légende : + : présence des spécialistes ; L2 : licencié ; G3 : gradué ; Dr. Docteur
Constat : le tableau 2 montre que l'ISTM/Kinshasa a des atouts nécessaires pour pratiquer l'économie verte dans la gestion des déchets qu'il génère. Ce personnel est multidisciplinaire et constitué principalement des : Environnementalistes, Chimistes, spécialistes en Santé publique, spécialistes en Santé communautaire, Hygiénistes, Gestionnaires des institutions de santé, Biologistes, Agronomes

4. Discussion

4. 1. Déchets générés par L'ISTM-KIN.

Le tableau 1 a montré que l'ISTM-KINSHASA génère des déchets dont les contraintes de gestion peuvent se transformer en opportunité pour le renforcement du budget destiné à la bonne gouvernance environnementale, notre cadre de vie ; cette valeur ajoutée est estimée à 98.795\$ par an

La littérature économique sur les possibilités que le bénéfice attendu de la protection de l'environnement sur la productivité du travail puisse commencer à être « récolté » dès les débats sur le lien entre croissance et protection de l'environnement apparaissent peu probants pour notre analyse de la croissance verte [7].

Les analyses microéconomiques et les débats sur les liens entre performance environnementale et compétitivité des entreprises sont plus éclairants: bien que ne parvenant pas à des conclusions empiriques consensuelles, elles offrent néanmoins des clés de lecture pour analyser les conditions dans lesquelles les entreprises pourraient orienter leurs stratégies et leurs activités pour que la contrainte environnementale devienne une

opportunité de performance économique et financière et pas seulement un coût de mise en conformité réglementaire^[2,3].

4.2. Services impliqués dans la gestion des déchets à l'ISTM/Kinshasa

Le tableau 2 montre que l'ISTM/Kinshasa regorge des services publics que privés ayant en charge la bonne gouvernance environnementale de son cadre de vie ; il s'agit de :

Brigade hygiène & assainissement
Service d'entretien & maintenance
Croix rouge de l'ISTM/Kinshasa
Service BOPETO
Section hygiène & assainissement
Section santé communautaire
Service de garde & sécurité
Service du patrimoine
Association des vendeurs de l'ISTM-KIN.

Malgré les difficultés méthodologiques, les analyses existantes, bien que partielles, permettent d'examiner les contributions et imbrications de chacun des trois leviers essentiels de l'économie verte : l'offre, la demande et la politique publique qui sont tributaires.

4.3. Personnel exploitable dans la gestion éco verte des déchets que dispose l'ISTM/Kinshasa

Le tableau 2 montre que l'ISTM/Kinshasa a des atouts nécessaires pour pratiquer l'économie verte dans la gestion des déchets qu'il génère. Ce personnel est multidisciplinaire et constitué principalement des : Environnementalistes, Chimistes, spécialistes en Santé publique, spécialistes en Santé communautaire, Hygiénistes, Gestionnaires des institutions de santé, Biologistes, Agronomes

Toutefois, une difficulté majeure de l'économie verte repose sur les besoins de formation. L'effort à fournir est considérable : il s'agit de mobiliser les salariés, former à de nouvelles compétences et apprendre de nouveaux savoirs, connaître et faire connaître les nouveaux produits et les nouvelles technologies de l'environnement [7].

À cet égard, le rapport de l'Organisation internationale du travail de septembre 2008, « Emplois verts : pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone », souligne que les pénuries et lacunes de compétences constituent une contrainte à l'écologisation de l'économie dans les pays industriels comme dans les pays en développement [7,2].

Il en est fait état dans l'industrie des biocarburants au Brésil, dans le secteur des énergies renouvelables et de l'environnement en Allemagne, au Bangladesh et aux Etats-Unis, et dans le secteur de la construction en Afrique du Sud, en Australie, en Chine et en Europe [7,3].

Selon, le PNUE (2010), La majorité des architectes et des ingénieurs ne connaissent pas les matériaux, les conceptions et les techniques disponibles pour la construction de bâtiments économes en énergie et ne sont donc pas en mesure de les utiliser dans leurs projets. Les normes ambitieuses pour des logements à consommation énergétique nulle ou négative adoptées au Royaume-Uni ne peuvent être respectées car les entreprises et travailleurs du bâtiment ne sont pas en mesure de s'y conformer dans la construction. En Chine, la meilleure technologie disponible pour les nouveaux bâtiments ne peut être utilisée en raison de la faiblesse des niveaux de qualification actuels des ouvriers du secteur. En France, le secteur du bâtiment considère par exemple que 360 000 individus devront être formés chaque année pour répondre aux objectifs fixés dans le cadre du Grenelle de l'Environnement [2,5]

Si un grand intérêt est porté à la technologie, l'expérience montre que c'est le maillon le plus faible de la chaîne de production qui détermine le niveau de performance pouvant être atteint. Sans des entrepreneurs et des travailleurs qualifiés, les technologies et les ressources disponibles pour les investissements ne peuvent être utilisées ou ne peuvent générer les avantages environnementaux et les rendements économiques escomptés.

Les efforts faits pour remédier aux pénuries actuelles de compétences et anticiper les besoins futurs sont donc indispensables à la transition vers une économie verte, d'autant plus que le redéploiement des emplois entre les secteurs va imposer des efforts de transition particulièrement importants en matière de formation et de qualification. La transition vers cette économie verte est le moteur véritable de la croissance verte.

La politique publique verte sera également déterminante pour le développement de ces nouveaux marchés dans cette transition, à travers des outils variés et complémentaires au cadre fiscal et réglementaire prix du carbone, politique d'innovation, investissements publics pour développer les activités sobres en carbone et en matières premières, promotion de la consommation durable notamment [5,3]

Il est considéré comme déchet ultime, un déchet qui techniquement ou économiquement est non valorisable (ex.: balayures de bureau, ordures ménagères en mélange ou encore bennes de plastique selon le choix du département de référence) [9].

Conclusion

L'économie verte est une économie responsable, innovante, désirable et une opportunité de créer un avenir durable à l'ISTM/Kinshasa.

Dans quelle mesure l'accroissement des régulations environnementales contraignantes peut-il générer une activité économique nette positive dans l'institution sous étude ? Il est difficile de répondre de façon univoque car, tant la littérature économique théorique que l'évaluation empirique laisse encore subsister de larges incertitudes sur le potentiel réel de la croissance verte.

La difficulté est que celle-ci relève d'un mouvement de bifurcation massif vers une économie durable dont les contours sont difficiles à cerner: nous pouvons emprunter de multiples chemins de transition, dont certains auraient un contenu en emplois et en création de richesse plus élevé que d'autres. L'espoir est permis.

Dès lors, compte tenu de la quasi-certitude de l'objectif commun d'une économie durable à long terme, mais de cette indétermination concernant le contenu de la transition, la question se déplace: il s'agit moins d'attendre que la science économique fournisse avec robustesse une évaluation du potentiel de la croissance verte que de maximiser ce potentiel par des politiques publiques adaptées à l'ISTM/Kinshasa.

Il nous semble primordial et urgent de porter l'effort collectif sur la construction progressive de ces politiques publiques: c'est à cette condition que les promesses de la croissance verte auront le plus de probabilité de se réaliser à l'ISTM/Kinshasa. De surcroît l'étude a montré qu'il est possible de produire plus 90.000\$ par la pratique de la gestion éco verte des déchets générés par l'ISTM/Kinshasa

Recommandations :

- La mise en place des cadres réglementaires solide, la priorité accordée aux dépenses et investissements publics dans les domaines qui favorisent la conversion écologique des secteurs économiques ;
- la limitation des dépenses dans les domaines qui épuisent le capital naturel ;
- le recours à la fiscalité et aux instruments économiques pour modifier les préférences des consommateurs et promouvoir l'innovation et les investissements verts ;
- l'investissement dans le renforcement des capacités foncière, matérielle et humaine.

- Recourir de moins en moins aux ONGD pour la gestion de l'environnement de l'ISTM-KINSHASA qui selon MUSIBONO EYUL'ANKI DD constituât un indicateur imminent de la démission de l'Etat ou du pouvoir public.

Références bibliographiques

- Crifo P., M. Debonneuil et A. Grandjean, 2009, « Croissance verte ». Rapport pour le Conseil économique du développement durable. « Réflexions sur le portefeuille de mesures Grenelle Environnement ». p.15
- PNUE, 2010, L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté: Quelles sont les implications pour l'Afrique? Ed. Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba, Éthiopie, p. 6
- Boston Consulting Group. Bureau D. et M. Mougeot, 2004, « Politique environnementale et compétitivité » Rapport du Conseil d'analyse économique n°54, pp. 5-9
- Espagne E. et C. Thubin, 2009, « L'industrie et l'économie verte ».
- Guesnerie R, 2003, « Kyoto et l'économie de l'effet de serre ». Rapport du Conseil d'analyse économique n°39. pp.13-17
- file:///D:/T%C3%A9l%C3%A9chargements/epandage_compost_tarifs_2016.pdf COMPOST - EPANDAGE - TRANSPORT en € HT/tonne, éd. SIMER, paris France P 2
- file:///localhost/D:/Téléchargements/Vente%20de%20compost.htm, Vente de compost vert en vrac, Copyright 2015-2018 SIDOMSA - Mentions légales - Création de site internet à Aubenas : Zéfyx © P. 2
- Bureau D. et M. Mougeot, 2004, « Politique environnementale et compétitivité ». Rapport du Conseil d'analyse économique emplois verts: Pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone ». pp.13-18
- CAS, 2010, « La croissance verte: quels impacts sur l'emploi et les métiers » Note de veille du Conseil d'analyse stratégique. pp. 3-10
- Joëlle MORANA, 2005, La gestion des déchets: d'une logique de traiteur à une logique d'expert. Exemple de la société SITA, éd. SITA, paris, p.4
- PNUE, 2012, L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté: Quelles sont les implications pour l'Afrique, édité; Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba, Éthiopie, pp. 1, 23
- PNUE, 1979, les travailleurs et l'environnement : manuel d'éducation ouvrière, éd. BIT, Genève, suisse
- MULUMA MUNANGA G. TIZI Albert, 2003, Le guide du chercheur en sciences sociales et humaines, éd. SOGEDES, Kinshasa, RDC.